

DECLARATION LIMINAIRE

Une négociation sous haute tension,

Aux mains des grévistes le système électrique

Monsieur le Président,

Lors de leurs grandes luttes en 1963, les mineurs bénéficiaient d'une certaine sympathie des médias d'alors, à tel point que le Premier ministre G. Pompidou s'était plaint à l'ORTF. Les temps ont bien changé.

Les médias dominants sont propriété classes dominantes et dans le service public les rédactions en chef sous pression ne veulent pas déplaire.

Chaque fois que les travailleurs réclament leur simple dû, un flot de fake news déferle sur les salaires des travailleurs, puis sur les résultats des premières négociations et tente de les isoler du reste de la population qui évidemment subissent les inconvénients de l'assèchement des stations de carburants.

Ainsi face aux risques de délestages à l'approche de l'hiver, le RTE alerte sur la « Prolongation du mouvement social » dans les centrales de production qui aurait des conséquences lourdes ». Elisabeth Borne renchérit en réclamant que chacun prenne ses responsabilités...Mais la désorganisation du secteur, la pénurie énergétique, les coupures à venir et les 12 millions de précaire énergétiques : C'est de la responsabilité des gouvernements successifs guidés par la Doga de la commission européenne.

Les représentants des salariés n'ont eu de cesse d'exercer leur devoir d'alerte, car depuis 10 ans, la France a fermé 12 GW de puissance électrique pilotable garantie mais aussi des sites de stockage gaz représentant ½ Milliard de m3 de gaz.

Quant au parc nucléaire, il a bien assez de peine à assurer sa propre survie face au manque de personnel et d'expérience, il est indispensable de prendre enfin des dispositions pour assurer le grand carénage social dans l'entreprise, en lançant un vaste plan de recrutement, de formation, et de le mettre à l'abri des vicissitudes du marché et des contraintes des ENR i

L'équation de l'équilibre du réseau électrique « Production = Consommation » est mise en péril par la politique énergétique française depuis 25 ans. Aujourd'hui la France est dans l'impasse et la solution serait le rationnement ?

Les grévistes ne sont nullement responsables de cette situation. Les directions n'ont eu de cesse de priver le personnel de son accès à l'outil de travail. Ils ont eu la finesse de ne pas s'attaquer directement au droit de grève, mais ont mis en place en 1989 (après des mouvements importants) une note dite « Note Bénat », du nom du directeur de la production de l'époque, qui interdit de



baisser la puissance si celle-ci était nécessaire au fonctionnement du système électrique, ce qui est presque toujours le cas... Les sanctions encourus allant du retrait de l'habilitation jusqu'à la retraite d'office sans pension.

Plus tard, le rapport NOC, a renforcé le respect strict des règles et procédure contractuelles, ce qui a eu comme conséquence de déposséder le personnel de la meilleure partie de son travail comme les analyses critiques des situations. Pour exemple, couper des tuyaux tous azimuts, est un non-sens industriel aux yeux des salariés comme du président de l'ASN.

Désormais le volume de production nucléaire actuel et à venir n'est plus à la disposition ni du marché ni des directions, mais à ceux qui produisent les richesses, les travailleurs.

Avec détermination et lucidité, les salariés placent donc sous leur vigilance les négociations salariales qui s'ouvre à EDF ce jour. Après avoir obtenu de premières avancées dans la branche, ils restent engagés dans les mobilisations en cours pour obtenir des avancées significatives, qui demeurent la première source de motivation.

Enfin, la FNME-CGT sera extrêmement vigilante à ce que les militants syndicaux, qui sans relâche, sont déployés au plus près des collectifs de travail, ne soit pas inquiétés ni aujourd'hui ni demain, et leur apporte leur plein soutien dans l'exercice de leur mandat.

FIN DE DECLARATION

